

## **Loi concernant la péréquation financière**

Modification du 26 juin 2019 (première lecture)

*Le Parlement de la République et Canton du Jura*

*arrête :*

**I.**

La loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière<sup>1)</sup> est modifiée comme il suit :

**Titre de la loi** (nouvelle teneur)

Loi concernant la péréquation financière (LPF)

**Article 42d** (nouveau)

Compensation  
appropriée aux  
communes  
(art. 196, al. 1bis,  
LIFD)

**Art. 42d** <sup>1</sup> Dès l'entrée en vigueur de la loi fédérale du 28 septembre 2018 relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS (RFFA)<sup>2)</sup>, l'Etat alloue aux communes une compensation appropriée au sens de l'article 196, alinéa 1bis, de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct<sup>3)</sup> durant une période de cinq ans.

<sup>2</sup> La compensation correspond aux 40 % du montant résultant de la diminution de 83 % à 78,8 % du taux fixé à l'article 196, alinéa 1, de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct<sup>3)</sup>.

<sup>3</sup> Sur proposition du délégué aux affaires communales, le Gouvernement fixe annuellement, par voie d'arrêté, la répartition du montant de la compensation entre les communes proportionnellement aux pertes fiscales subies par celles-ci dans le cadre de l'imposition des personnes morales.

**II.**

<sup>1</sup> La présente modification est soumise au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

Le président :  
Gabriel Voirol

Le secrétaire :  
Jean-Baptiste Maître

- 1) RSJU 651
- 2) FF 2018 6077
- 3) RS 642.11